

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL
Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 2 avril 2020

Résumé :

Après la forte augmentation des commandes pour réapprovisionner les supermarchés suite aux achats panique des premiers jours de l'état d'alerte, **la production de l'industrie agroalimentaire revient à la normale.**

Malgré l'insistance de plusieurs Communautés autonomes, **Madrid refuse la réouverture des marchés de plein air.**

A Valence, faute d'acheteurs, certains producteurs de **légumes** doivent détruire une partie de leur production.

Aux Açores, les producteurs d'**ananas** se lancent dans la livraison à domicile, avec succès.

La pénurie de main d'œuvre s'intensifie pour les fruits rouges et menace les fruits à noyaux. Toutefois, le Gouvernement indique que, dans le contexte de crise sanitaire, **la seule possibilité pour les employeurs agricoles est de recourir à la "main-d'œuvre locale"** (chômeurs de la province et travailleurs migrants).

La viande de bœuf utilisée la plupart du temps en restauration (non-rapide) étant importée, **la filière viande bovine espagnole se maintient.**

En revanche, **la filière ovine est en détresse.** Contrairement à l'agneau, le lait de brebis trouve encore acheteurs, ce qui exclut les éleveurs lait/viande du dispositif d'aide national. Au Pays Basque, le Gouvernement régional rachète la production d'agneaux à un prix garanti et la stocke. Dans ce contexte de crise, l'importation d'agneaux français en Castille-et-Léon provoque des crispations syndicales.

Touchés eux-aussi par la fermeture de la restauration, les producteurs de **jambon « Ibérico »** demandent des aides d'urgence.

Impact hétérogène sur les **transformateurs laitiers portugais.**

Les **exportations agroalimentaires portugaises** ont chuté de moitié.

Sur la **pêche**, l'Espagne salue les solutions présentées ce jour par la Commission, et met en place un nouveau système de gestion des quotas. L'Andalousie, les Açores et Madère soutiennent leurs flottes par des aides régionales.


ESPAGNE

Circulation des marchandises et des personnes

L'industrie agroalimentaire revient à la normale après le pic des achats panique. L'industrie agroalimentaire est revenue à une "relative normalité" après la forte augmentation des commandes pour réapprovisionner les supermarchés suite aux achats panique des premiers jours de l'état d'alerte. C'est ce qu'a expliqué ce mercredi la Fédération espagnole des industries agro-alimentaires (FIAB), dont les responsables ont souligné que le secteur avait démontré que l'approvisionnement était garanti. Elle a toutefois souligné que le secteur et ses fournisseurs continuent de travailler "à pleine capacité et dans les limites des difficultés du moment".

Climat social tendu au port d'Algésiras. L'absence d'accord entre les entreprises de manutention et le comité d'entreprise en réponse à la demande de versement d'une prime aux personnels dockers pendant l'état d'alerte, a provoqué, le 31 mars au soir, l'arrêt de l'activité de manutention et le déchargement des deux terminaux du bassin d'Algésiras, bloquant l'entrée en Espagne de légumes et de fruits en provenance du Maroc. Les dockers ont repris à deux heures du matin, et les négociations seraient toujours en cours.

Filières agricoles

• **Fruits et légumes**

A Valence, faute d'acheteurs, certains producteurs de légumes doivent détruire une partie de leur production. Selon l'Association des agriculteurs de Valence (AVA-ASAJA), les producteurs de légumes de la région de Valence connaissent de sérieux problèmes de commercialisation en raison de la chute drastique de la demande résultant de la fermeture des restaurants, de l'arrêt du tourisme et de la suppression des marchés de plein air. Certains agriculteurs seraient contraints de détruire jusqu'à 30% de leurs productions légumières.

• **Viande bovine**

La filière espagnole se maintient. Hormis le cas spécifique de la viande à hamburger, pour laquelle la demande a chuté suite à la fermeture du canal restauration (en particulier la restauration rapide), la demande et les prix pour la viande bovine se maintiennent. La consommation est ainsi qualifiée de "normale" dans les ménages par l'interprofession *Provacuno*. *A ce stade*, la fermeture des restaurants espagnols n'a pas d'impact majeur pour les producteurs nationaux, dans la mesure où la viande de bœuf utilisée la plupart du temps en restauration (non-rapide) est importée.

• **Agneaux**

Contrairement à l'agneau, le lait de brebis trouve encore acheteurs, ce qui exclut les éleveurs du dispositif d'aide national. Si la demande (et avec elle les prix d'achat aux producteurs) en viande d'agneau s'est effondrée, les éleveurs peuvent toutefois continuer de vendre le lait de brebis, pour lequel la demande n'a que légèrement baissé, et ainsi percevoir une partie de leurs revenus habituels. Cela empêche cependant certains d'entre eux (en système lait/viande) de bénéficier des aides mises en place par le Gouvernement, qui ne sont accessibles qu'à partir d'une perte minimum de 75% du chiffre d'affaires par rapport à l'année passée.

Au Pays Basque, le Gouvernement régional rachète la production d'agneaux à un prix garanti et la stocke. La fondation publique « *HAZI Fundazioa* », entité associée au Gouvernement basque, a conclu un accord avec la coopérative *Harakai*, afin d'acheter les agneaux au prix fixe de 6 €/kg, et éviter ainsi les nombreuses pertes associées à la fermeture du canal de la restauration (qui absorbait une majeure partie de la production). En plus des producteurs adhérents à la coopérative, les indépendants seront associés à ce dispositif. Les quelques 27 000 bêtes achetées seront stockées et remises sur le marché dès que la situation sanitaire du pays le permettra et le marché retrouvera l'équilibre.

UPA dénonce l'importation d'agneaux français en Castille-et-Léon alors que les éleveurs locaux sont en détresse. Le syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) de Castille-et-Léon a signalé l'entrée dans la région d'au moins un lot de 1 537 agneaux de lait d'origine française, destinés à l'abattoir. Selon UPA, il s'agirait d'une opération de l'entreprise *Cárnicas Masa*, "qui met en évidence l'absence de moralité de ceux qui, dans une situation critique comme celle que connaissent actuellement les producteurs de Castille-et-Léon, continuent à se préoccuper uniquement et exclusivement de leurs propres intérêts économiques".

• **Viande porcine**

Les producteurs de jambon « Ibérico » demandent des aides d'urgence. Mis en difficulté par la fermeture du canal hôtellerie-restauration qui absorbait une part significative de leurs productions et face au ralentissement de l'export, les producteurs demandent, par la voix d'Iberaice (branche dédiée au jambon ibérique au sein de l'Association nationale des industries de la viande d'Espagne - Anice), que soient mises en place des mesures d'urgence, parmi lesquelles : une réduction d'impôts, une réduction des taux et un allongement des délais pour les prêts ICO (Institut de Crédit Officiel), la possibilité de bénéficier des aides au stockage privé, une campagne de promotion de la consommation de produits nationaux, des aides à l'export. Sur ce dernier point, les producteurs demandent eux-aussi que le Gouvernement national fasse pression pour une levée de l'embargo russe.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

En Catalogne, le prix des repas scolaires augmentera légèrement à la prochaine rentrée. Après plus de 10 ans aux mêmes tarifs, les repas scolaires servis aux élèves catalans augmenteront de 2% à la rentrée de septembre 2020 (soit 6,33 € par jour pour les utilisateurs réguliers et 6,96 € pour les occasionnels). Cette augmentation – demandée depuis plusieurs années par certains professionnels – permettra de faire face à la hausse des coûts, accélérée par l'épidémie de Covid-19.

Distribution

88% de l'hôtellerie-restauration est à l'arrêt pour cause de Coronavirus. Selon les données de la récente étude "*Impact of the Covid-19 on the hotel and catering sector*", les pertes du secteur pendant le premier mois de l'état d'alerte sont estimées à environ 3 Md€. Cette étude, réalisée par Makro avec la participation de plus de 3 600 professionnels, révèle que 97% des entreprises du secteur de l'hôtellerie-

restauration prévoient des pertes économiques importantes pendant la crise actuelle – 3 sur 10, dépassant 10 000 € par mois. Des effets qui, s'ils ne sont pas accompagnés de mesures appropriées, pourraient générer une situation très compliquée pour une activité clé de l'économie espagnole, puisqu'elle contribue à 6,2% du PIB.

Les supermarchés demandent plus de coordination par rapport aux jours fériés. A quelques jours de la Semaine Sainte, l'Association espagnole des supermarchés *Asedas* demande aux autorités une plus grande coordination dans la réglementation des horaires et de l'ouverture lors des jours fériés dans le cadre de l'état d'alerte, afin d'éviter l'encombrement des magasins. Dans une déclaration, l'organisation – qui représente Mercadona, DIA et une douzaine de chaînes régionales – a souligné que dans certaines régions du pays, les établissements pourraient être contraints, à Pâques, de fermer deux, voire quatre jours de suite, ce qui, selon elle, n'est pas souhaitable dans les circonstances actuelles.

Alsea réduit son plan de chômage technique de 1 900 personnes après la réouverture de la livraison à domicile. Le groupe Alsea a décidé de modifier une partie du plan qu'il a présenté aux autorités après avoir rouvert la livraison à domicile de la chaîne de pizzerias Domino's, ce qui réduira le nombre de personnes concernées par le chômage technique d'environ 1 900. Il concernerait alors environ 20 100 des 22 000 employés qui composent son effectif en Espagne. L'entreprise devrait également étudier la possibilité d'activer le service à domicile dans d'autres marques du groupe, et le cas échéant, récupérerait des salariés temporairement suspendus de leur emploi initial.

Le Gouvernement central refuse la réouverture des marchés de plein air. Le Gouvernement de la Galice avait sollicité les autorités centrales afin qu'elles réévaluent les dispositions de l'état d'alerte et autorisent une réouverture sous conditions des espaces de ventes en plein air. Madrid a répondu par la négative et a réitéré l'interdiction, invoquant le fait que les caractéristiques de ces espaces de vente ne permettraient pas d'assurer un niveau suffisant de sécurité sanitaire.

Aux Baléares, malgré la crise et l'insularité, les prix aux consommateurs sont stables, mais les comportements changent. Dans le rapport publié par son Observatoire des prix (créé tout récemment en réponse au contexte et aux inquiétudes exprimées), le Gouvernement des Baléares indique que les prix se sont globalement maintenus à des niveaux semblables à ceux d'avant crise. Les habitudes d'achats des clients ont en revanche changé : ils sont plus matinaux et manifestent un intérêt particulier pour certains produits de première nécessité, tels que les fruits et légumes frais, farine, pâtes.

Mesures nouvelles de gestion de la main d'œuvre

La seule possibilité pour les employeurs agricoles est de recourir à la "main-d'œuvre locale". Suite à la fermeture des frontières et à l'interdiction de mobilité sur le territoire espagnol, les travailleurs saisonniers ne peuvent pas couvrir la demande existante, qui est estimée entre 100 000 et 150 000 personnes. Cette pénurie de main d'œuvre met en péril les prochaines récoltes, notamment de fruits rouges et à noyaux. Malgré l'insistance de la profession pour que l'Espagne suive les recommandations de l'UE en faveur de la libre circulation des travailleurs saisonniers agricoles entre Etats membres, le Gouvernement indique que, dans le contexte de crise sanitaire, la seule possibilité pour les employeurs agricoles est de recourir à la "main-d'œuvre locale", c'est-à-dire d'une part, les chômeurs du pays – et si possible de la région ou de la province elle-même afin de limiter au maximum les déplacements – et d'autre part, les travailleurs migrants qui sont encore en Espagne. L'une des mesures défendue par le secteur agricole serait que le gouvernement autorise les personnes en chômage partiel dans leur entreprise à cumuler cette activité agricole avec leurs prestations pour chômage temporaire.

Actions de solidarité

Dons du secteur alimentaire pour lutter contre le Coronavirus. Les entreprises agroalimentaires se sont mobilisées pour contribuer à stopper la propagation du Coronavirus et aider à fournir de la nourriture et des repas aux équipes effectuant un travail essentiel. On recense des mesures de toutes sortes, allant de la livraison d'eau ou de pizzas aux médecins, à la police et aux militaires, à la distribution de masques ou à la fabrication de gel. Le secteur agroalimentaire, placé sous le feu des projecteurs dans la crise sanitaire actuelle en raison de son rôle clé dans l'approvisionnement en produits de première nécessité de la population, a franchi une nouvelle étape et des dizaines d'entreprises ont annoncé des plans d'aide spécifiques.

Limagrain Iberica collabore avec la Croix-Rouge pour venir en aide aux personnes vulnérables face à l'épidémie, dans le cadre du programme *Responde* ("on répond"). La marque indique qu'elle va faire don de tous les bénéfices retirés jusqu'à maintenant et sur les 6 prochains mois des ventes des produits de sa nouvelle marque "*Pasión por la Agricultura*" (Passion pour l'agriculture). Les fonds seront tout particulièrement dédiés au programme "*Cuidate+*" ("prends-soin de toi") qui vise à proposer des services gratuits de téléassistance aux personnes en situation d'isolement géographique, et qui ont donc des difficultés d'accès aux prestations d'aides conventionnelles.

La filiale espagnole du groupe Auchan, « Alcampo », continue de soutenir la Croix-Rouge et son programme *Responde* (“on répond”), en lançant une campagne de collecte de dons. Intitulée *#JuntosRespondemos* (“répondons ensemble”), cette initiative vise à collecter des dons (financiers ou en denrées alimentaires), auprès des collaborateurs, fournisseurs et clients, afin de garantir un approvisionnement alimentaire suffisant des familles en difficulté.

A Cordoue (Andalousie), les bénéficiaires des banques alimentaires pourront se déplacer pour aller chercher eux-mêmes des produits dans certains établissements scolaires habilités. Un accord a été trouvé entre la Banque alimentaire et la Mairie afin de pouvoir distribuer des denrées alimentaires directement aux bénéficiaires dans des établissements scolaires qui respectent les principes de sécurité sanitaire en vigueur, et où sont déjà accueillis des jeunes en situation d'exclusion sociale.

Filière forêt-bois

La filière forêt/bois n'est pas considérée comme « essentielle » : les ingénieurs forestiers demandent des précisions dans le cadre de l'état d'alerte. Une note à l'attention du Gouvernement a ainsi été envoyée par le Collège des ingénieurs forestiers, afin d'alerter de nouveau sur le fait que l'absence de classement exhaustif des activités de la filière forêt/bois parmi les missions indispensables est source d'insécurité juridique pour certains personnels, aussi bien fonctionnaires que de droit privé, qui continuent d'être mobilisés sur le terrain. Ils sollicitent donc des précisions, afin de sortir de la zone grise qui fait que certains forestiers ne peuvent actuellement pas bénéficier des mesures de chômage partiel, mais ne sont dans le même temps pas pleinement reconnus comme travailleurs indispensables (avec les exemptions que cela implique, notamment en matière de restriction des déplacements).

“En ce moment, le feu c'est le coronavirus”. Le collège des ingénieurs forestiers salue l'engagement des professionnels de la lutte contre les feux de forêts pour leur participation à la désinfection des lieux publics et établissements de santé. Dans tout le pays, les agents ont en effet mis à disposition leurs matériels et leur expertise pour participer à la réalisation des tâches délicates de nettoyage et de désinfection des lieux de passage fréquents (voie publique), des établissements de santé, des maisons de retraite, etc.

Pêche maritime et aquaculture

L'Espagne salue les solutions présentées le 2 avril par la Commission destinées à protéger le secteur de la pêche. Le ministre de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation, Luis Planas, s'est félicité des mesures annoncées ce jour par la Commission européenne, destinées à atténuer l'impact de la crise du Covid-19 sur les secteurs de la pêche et de l'aquaculture. Il a souligné qu'elles répondent aux demandes exprimées par l'Espagne et d'autres pays, et estime qu'elles permettront de protéger le tissu des entreprises du secteur et de les préparer à la sortie de crise.

L'Espagne met en place un nouveau système de gestion des quotas de pêche. Le ministère de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation a publié au Bulletin officiel, le 2 avril, un arrêté ministériel établissant un nouveau système de gestion pour les quotas de pêche alloués annuellement à l'Espagne, dont notamment ceux des stocks soumis au système de TAC et des quotas de pêche des flottes espagnoles pêchant dans les eaux portugaises. Parmi les principales mesures figurant dans cet arrêté, figurent les transmissions temporaires et définitives des possibilités de pêche pour les navires disposant d'allocations individuelles et un mécanisme garantissant l'optimisation annuelle des quotas (grâce auquel, à partir du 1^{er} octobre de chaque année, les navires ayant épuisé leurs quotas pourront utiliser les quotas non utilisés par d'autres pêcheurs).

Le Gouvernement andalou alloue près de 400 000 € d'aide à la vente et à la promotion des produits de la pêche et de l'aquaculture. Le ministère régional de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et du Développement durable a publié au Journal officiel l'ouverture de la période de dépôt des demandes d'aide dans le cadre de l'appel 2020 visant à soutenir l'amélioration de la commercialisation, les activités de promotion et la recherche de nouveaux marchés pour les produits de la pêche et de l'aquaculture. Au total, près de 400 000 € seront alloués, faisant partie du programme opérationnel 2014-2020 du FEAMP et contribuant à la mise en œuvre de la politique commune de la pêche (PCP) en Andalousie.



Circulation des marchandises et des personnes

L'industrie agroalimentaire voit ses exportations chuter de 50%. Suite à la crise de 2007/08, les industries agroalimentaires portugaises (114 000 emplois, 17 Md€ de chiffre d'affaires) se sont progressivement tournées vers l'export, avec succès (5 Md€ en 2019). Aujourd'hui, les difficultés de transport de marchandises (contraintes aux ports, suspension du fret aérien) et les baisses de commandes portent un coup brutal à cet élan, qui chute de moitié par rapport à la même époque l'an dernier. L'industrie se dit toutefois prête à assurer l'approvisionnement régulier du pays, sans rupture de stock. L'augmentation du coût des matières premières se fait sentir mais les entreprises tentent de l'absorber.

Transport de marchandises : les coûts ont augmenté d'environ 30 % selon certaines les entreprises portugaises exportatrices. Les coûts de transport des marchandises ont récemment augmenté, en raison de la crise sanitaire et du fait que les camions reviendraient souvent à vide au Portugal. Certaines entreprises portugaises exportatrices ont signalé une augmentation des prix pouvant atteindre jusqu'à 30%.

Le renouvellement de l'état d'urgence, décrété par le Président de la République portugais, intègre des dispositions visant à lutter contre la pénurie de biens et la spéculation. Le décret de prorogation de l'état d'urgence accorde la possibilité à l'État d'intervenir directement dans le fonctionnement des entreprises pour imposer des limitations ou modifications à leur activité concernant la quantité, la nature ou le prix des biens produits et échangés. Selon le décret, le Gouvernement pourra, notamment, modifier les circuits de distribution et de commercialisation des entreprises (à des fins d'acquisition centralisée, par accord direct, prioritaire ou exclusif, de production nationale de certains biens essentiels). Il est également envisagé la possibilité de contrôler les prix et de lutter contre la spéculation et l'accaparement. Les grandes surfaces font l'objet de contrôles fréquents, portant tant sur les prix pratiqués pour les denrées alimentaires et équipements de protection, que sur le respect des règles limitant l'affluence (qui, pour mémoire, ne peut excéder 4 personnes pour 100 m² de surface commerciale).

Filières agricoles

• *Fruits et légumes*

La consommation de fruits et légumes baisse. Le secteur enregistre des pertes de 20 à 30%. Les produits primeurs, tels que les salades et les fraises, sont ceux qui souffrent le plus de la chute de la consommation, aggravée par la fermeture des marchés locaux de plein air et autres points de ventes.

Problèmes logistiques pour les fruits rouges. Le principal défi pour les entreprises est la logistique, depuis l'augmentation des coûts de 20 à 30% liée au fait que les camions arrivent au Portugal à vides.

Aux Açores, les producteurs d'ananas se lancent dans la livraison à domicile. La situation est compliquée pour les producteurs d'ananas des Açores, dont le secteur – en partenariat avec le tourisme – s'est particulièrement développé depuis 5 ans. Depuis la fermeture de l'hôtellerie-restauration et l'arrêt des vols vers les îles, les producteurs ont perdu 100% de leurs clients. Ils ont baissé drastiquement leurs prix, parfois en deçà de leur coût de production pour écouler les fruits. Ils se lancent également dans la livraison à domicile, avec des premiers résultats très positifs. Certains pensent même conserver ce modèle de vente après la crise.

• *Horticulture*

L'horticulture en détresse. Secteur agricole le plus gravement impacté par la crise suite à l'arrêt complet des exportations, les producteurs de plantes et fleurs – qui réalisent la majeure partie de leur chiffre d'affaire au printemps – sont en détresse.

• *Vin*

Perspectives sombres pour le secteur vitivinicole. Les producteurs s'attendent à des chutes importantes au niveau des exportations (qui absorbent plus de 45% de la production portugaise), en valeur et en volume. Ils redoutent également une chute de la consommation intérieure étant donné que les bars-restaurants sont fermés et que les consommateurs restent orientés vers les produits de première nécessité en GMS. Ils prévoient une hausse significative des stocks qui pourrait engendrer, sur la prochaine campagne, de faibles achats de raisins de la part des caves et une chute des prix. De nombreuses petites entreprises ne survivront pas à cette crise. Dans l'immédiat, le travail dans les vignes continue mais l'inquiétude s'installe. De nombreux viticulteurs se plaignent du manque de main d'œuvre, car les saisonniers ont peur du virus et les transports à plusieurs sont interdits pour se déplacer (dans le Douro, habituellement, les entreprises vont chercher leurs employés pour les amener à la vigne).

• *Lait*

Impact hétérogène sur les transformateurs laitiers portugais. Si les petits producteurs de fromage sont fortement affectés par la crise sanitaire, les producteurs industriels du secteur enregistrent une hausse de la demande, pouvant aller jusqu'à 20% pour certains produits. Selon la Fédération nationale des coopératives de producteurs de lait (FENALAC), l'accès à la matière première est sécurisé, le principal problème étant, à ce stade, le manque de main d'œuvre.

- **Viandes**

Les filières ovine-caprine en grande difficulté. Les producteurs d'ovins et caprins ne trouvent pas d'acheteurs, et les prix des produits chutent. La Confédération portugaise de l'agriculture demande la réouverture des marchés de plein air et l'autorisation de vendre au bord des routes ou devant les exploitations. La Confédération préconise également la baisse des tarifs de l'électricité pour les exploitations agricoles.

Les agriculteurs des Açores craignent les conséquences de la crise sanitaire, notamment pour le secteur de la viande, qui constitue une source importante de revenus pour la région. Six mois après le passage de l'ouragan « *Lorenzo* », les agriculteurs de l'île de Flores (archipel des Açores) sont désormais préoccupés par l'impact du Covid-19, notamment sur les prix de la viande. Après le passage de « *Lorenzo* », un régime exceptionnel de soutien au secteur agricole avait été mis en place afin d'aider la production, réparer les infrastructures et compenser les pertes des exploitations agricoles concernées. Le soutien financier aux producteurs était basé sur l'attribution d'une contribution pouvant aller jusqu'à 75 % du montant des dommages.

Pêche maritime et aquaculture

Le ministère de la Mer a approuvé des lignes de soutien dans le cadre du programme opérationnel « Mar 2020 », en faveur d'actions de prévention, de détection et d'atténuation de la contagion par le Covid-19, à savoir l'acquisition d'équipements et de matériels de protection individuelle, de désinfection, ainsi que des tests de dépistage des virus, afin de renforcer la sécurité des salariés. Le montant mis à la disposition des opérateurs du secteur est de 2 M€ du FEAMP, auxquels s'ajoute une contribution nationale de 2,7 M€. De nombreux pêcheurs ont cessé leur activité au Portugal, en raison des règles de confinement mais aussi de la réduction de la demande, à la suite de la fermeture des poissonniers, des restaurants et des marchés.

Le Gouvernement de la région autonome des Açores met en œuvre des mesures de soutien au secteur de la pêche. Le Secrétaire régional chargé de la Mer, de la Science et de la Technologie des Açores a annoncé un ensemble de mesures visant à soutenir les pêcheurs de l'archipel, qui pourront faire appel au Fonds d'indemnisation salariale de la pêche (« *Fundo Pesca* »), financé par le budget de la région autonome, d'un budget total de 440 000 €. Pour mémoire, les opérateurs du secteur de la pêche des Açores pourront également utiliser de la ligne de crédit (20 M€) déjà annoncée par le ministère de la Mer.

Madère : le secteur de la pêche souhaite suspendre ses activités pendant le mois d'avril. Les principaux opérateurs du secteur de la pêche de la région autonome de Madère ont proposé, à l'unanimité, de suspendre leur activité pendant le mois d'avril. La demande sera évaluée par le gouvernement régional, qui étudiera la possibilité d'un soutien direct destiné aux pêcheurs sans revenus en raison de cet arrêt d'activité.